LEGISLATION - WETGEVING
8 MAI 1952
Transmis à M. Bureau coordination
Overgemaakt aan

GK. L. 2727/1.

ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, première chambre, saisi par le Ministre de la Défense nationale, le 19 février 1952, d'une demande d'avis sur des amendements au projet d'arrêté royal concernant le statut des officiers auxiliaires de la force aérienne, et, le 29 février 1952, sur de nouveaux amendements au même projet, a donné en sa séance du 12 mars 1952 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, eerste kamer, de 19e Februari 1952 door de Minister van Landsverdediging verzocht hem van advies te dienen over amendementen aan het ontwerp van koninklijk besluit betreffende het statuut der hulpofficieren van de luchtmacht, en, de 29e Februari 1952, over nieuwe amendementen bij hetzelfde ontwerp, heeft ter zitting van 12 Maart 1952 het volgend advies gegeven :

C.E. - R.S.
Entrée - Binnen
9.5.52
No
COORD.

Le Conseil d'Etat est d'avis que le droit de préférence a été institué pour faciliter l'admission d'anciens militaires dans des emplois civils. Jamais il n'a été interprété comme destiné à faciliter l'entrée de civils bénéficiaires d'un droit de priorité dans des emplois de l'armée. D'ailleurs, rien dans les travaux préparatoires ne permettrait cette interprétation.

L'article 36 bis apparaît, dès lors, comme superflu et dangereux. Superflu, puisque la loi sur les priorités ne s'applique pas aux emplois d'officiers auxiliaires de la force aérienne; dangereux, car il permettrait de conclure a contrario que pour tous les autres emplois militaires, en l'absence d'un arrêté d'exclusion, le droit de priorité joue.

\+

\+ \+

Pour le surplus, le Conseil d'Etat propose d'apporter aux articles amendés des modifications de forme qui figurent dans le texte ci-après :

Article 1er.-

§ 1er. Pour être agréé comme candidat officier auxiliaire de la force aérienne, il faut :

.../...

1° être de nationalité belge;

2° être exempt d'infirmité ou de maladie entraînant l'exemption du service militaire ou l'ajournement;

3° avoir réussi les épreuves physiques et psychotechniques fixées par le Ministre de la Défense nationale;

4° remplir les conditions d'âge et d'études suivantes :

a) pour les candidats du personnel navigant : être porteur d'un certificat ou diplôme attestant que le candidat a terminé avec succès les études moyennes du degré supérieur et ne pas avoir dépassé l'âge de 24 ans;

b) pour les candidats du personnel technicien et d'administration :
être titulaire du grade d'ingénieur technicien ou d'un grade faisant l'objet de deux ou trois années d'études supérieures et ne pas avoir dépassé l'âge de 26 ans;
être titulaire d'un grade faisant l'objet de quatre années au moins d'études supérieures et ne pas avoir dépassé l'âge de 28 ans.

§ 2. Satisfont par équivalence à la condition d'études fixée au § 1er, 4°, a, les candidats qui répondent à l'une des conditions suivantes :

a) avoir subi avec succès l'épreuve préalable à la première année d'études en vue de l'obtention du grade d'ingénieur technicien, ainsi que l'épreuve sur les matières de cette première année;

.../...

b) avoir subi avec succès l'épreuve d'admission à un examen de candidat de l'enseignement supérieur n'exigeant pas le certificat d'études moyennes du degré supérieur;

c) avoir obtenu à l'étranger un diplôme reconnu équivalent au certificat ou diplôme d'études moyennes du degré supérieur ou aux diplômes énumérés sous a) et b) par application des articles 13 et 14 des lois sur la collation des grades académiques et le programme des examens universitaires, coordonnées par l'arrêté du Régent du 31 décembre 1949, ou, à défaut d'une telle reconnaissance d'équivalence, admis comme équivalent par le Ministre de la Défense nationale.

Article 5.- ...(texte du projet amendé par le Gouvernement) ...

Article 12.-

§ 1er. ...(texte du projet)...

§ 2. Ce candidat peut, à sa demande, être maintenu en activité en vue de son agréation éventuelle dans une autre catégorie, s'il est noté favorablement par ses supérieurs hiérarchiques et réunit les conditions d'études prévues par l'article 1er pour les candidats du personnel technicien ou du personnel d'administration.

... (alinéas 2, 3 et 4, texte du projet)...

.../...

Article 13.- ... (texte du projet amendé, sous réserve de rédiger le 3° de la manière suivante :

"3° avoir, depuis le jour de l'agréation, quinze mois de service effectif pour les candidats du personnel navigant et respectivement douze et six mois pour les candidats du personnel technicien et d'administration visés à l'article 1er, § 1er, 4°,b;)...

Article 18.-

§ 1er. L'officier auxiliaire du personnel navigant qui est reconnu inapte au seul service navigant est rayé d'office du personnel navigant.

Toutefois, le Ministre de la Défense nationale peut, si l'intéressé en fait la demande, le maintenir dans un emploi de sa catégorie jusqu'au moment où il aura accompli un terme de service d'au moins deux ans. A la fin de ce terme, il sera versé dans le cadre des officiers de réserve de la catégorie des officiers techniciens ou des officiers d'administration et mis en congé sans solde.

§ 2. ...(texte du projet, sous réserve de supprimer les premiers mots : "Par dérogation à l'article 17")..

Article 19.-

Si l'officier auxiliaire reconnu inapte au seul service navigant n'obtient ni son transfert dans

.../...

une autre catégorie, ni son maintien temporaire, son engagement est résilié d'office. Il est versé dans le cadre des officiers de réserve de la catégorie des officiers techniciens ou des officiers d'administration et mis en congé sans solde.

Toutefois, si l'intéressé n'a pas accompli au moins deux ans de service actif, il est démis de son grade et les dispositions de l'article 35 lui sont applicables.

Article 21.- ... (texte du projet amendé par le Gouvernement) ...

Article 23.-

Au cours de la cinquième année de leur agréation, un comité spécial dont la composition est fixée par le Ministre de la Défense nationale classe les candidats qui ont été agréés au cours d'une même année et qui réunissent les conditions prévues à l'article 21.

Article 24.-

§ 1er. Les candidats sont admis dans les cadres actifs à l'issue de la cinquième année de l'agréation comme candidat officier auxiliaire à concurrence du nombre d'emplois attribués à la catégorie et suivant l'ordre de classement établi par le comité spécial.

.../...

§ 2. Le nombre d'emplois à attribuer à chacune des catégories est fixé au début de chaque année pour l'ensemble des candidats agréés au cours de l'année.

A l'issue de la cinquième année de l'agréation, le nombre d'emplois peut être augmenté de la totalité ou d'une partie de ceux qui, au cours de la troisième année de l'agréation, étaient réservés dans leur catégorie à d'autres voies de recrutement et ne furent pas attribués.

Article 25.-

§ 1er. ...(texte du projet) ...

§ 2. Son ancienneté de sous-lieutenant est fixée au 28 décembre de la seconde année qui suit celle de son agréation comme candidat officier auxiliaire, quel que soit le mois au cours duquel cette agréation a eu lieu.

Toutefois, l'ancienneté de sous-lieutenant ne peut être fixée à une date antérieure à celle de la nomination au grade de sous-lieutenant auxiliaire, ni à une date antérieure à celle de la réussite de l'épreuve prévue à l'article 21, 1°.

§ 3. ...(texte du projet) ...

Article 38.-

§ 1er. Les militaires de rang subalterne qui font partie à la date de publication du présent

.../...

arrêté du personnel navigant breveté comme pilote ou navigateur ou du personnel navigant élève, peuvent demander leur agréation comme candidat officier auxiliaire s'ils étaient âgés de moins de 24 ans au moment de leur premier engagement cu rengagement comme candidat membre du personnel navigant et s'ils réunissent les conditions d'études fixées par l'article 1er.

La demande d'agréation doit être introduite dans un délai de deux mois à partir de la publication du présent arrêté.

§ 2. ... (texte du projet) ...

§ 3. Les militaires qui se trouvent sur la liste visée au § 2, seront agréés aux dates suivantes :

1° au 1er juillet 1951 s'ils se sont engagés ou rengagés comme candidat au personnel navigant avant cette date;

2° au 1er du mois qui suit la date de leur engagement ou rengagement comme candidat membre du personnel navigant, s'ils se sont engagés ou rengagés à partir du 1er juillet 1951.

§ 4. ...(texte du projet) ...

Article 39.-

L'arrêté du Régent du 13 juillet 1950 reste applicable aux candidats officiers auxiliaires de la catégorie du personnel navigant recrutésavant le 1er juillet 1951, s'ils en font la demande expresse dans les deux mois de la publication du présent arrêté.

.../...

Article 40.-

§ 1er. Les candidats officiers auxiliaires de la catégorie du personnel navigant recrutés avant le 1er juillet 1951 qui ne font pas la demande prévue à l'article 39, restent soumis à l'application de l'arrêté du Régent du 13 juillet 1950 jusqu'à la date de leur nomination au grade de sous-lieutenant auxiliaire. Cette date ne peut être postérieure au 1er octobre 1952 s'ils sont en possession à cette date d'un brevet de pilote ou de navigateur.

Le Ministre de la Défense nationale détermine l'avancement de ces candidats dans les grades subalternes, compte tenu des grades qu'ils ont déjà acquis.

§ 2. ...(texte du projet) ...

§ 3. Lorsque les officiers dont il est question au § 1er passent dans les cadres actifs, leur ancienneté de sous-lieutenant est fixée au 28 du dernier mois du trimestre au cours duquel ils ont accompli deux ans de service comme candidat officier auxiliaire ou comme officier auxiliaire.

Toutefois, l'ancienneté de sous-lieutenant ne peut être fixée à une date antérieure à celle de la nomination au grade de sous-lieutenant auxiliaire, ni à une date antérieure à celle de la réussite de l'épreuve prévue à l'article 21, 1°.

.../...

Article 41.-

L'engagement ou le rengagement des candidats officiers auxiliaires qui ont été recrutés entre le 1er juillet 1951 et la date de publication du présent arrêté est réduit à cinq ans.

La date de leur agréation est fixée au 1er du mois qui suit la date de cet engagement ou rengagement.

Article 42.-

...(article 41 du projet) ...

Article 43.-

... (article 42 du projet) ...

De Raad van State is van advies dat het voorkeurrecht ingesteld is om gewezen militairen de toegang tot burgerlijke betrekkingen gemakkelijker te maken. Nooit is het geïnterpreteerd als dienend om burgers met een prioriteitsrecht gemakkelijker in betrekkingen bij het leger te doen opnemen. In de parlementaire voorbereiding vindt zodanige interpretatie trouwens nergens steun.

Artikel 36 bis lijkt derhalve overbodig en gevaarlijk. Overbodig, omdat de prioriteitenwet niet op de betrekkingen van hulpofficier van de luchtmacht van toepassing is; gevaarlijk, omdat a contrario zou kunnen worden afgeleid dat voor alle overige militaire betrekkingen, wanneer er geen besluit tot uitsluiting voorhanden is, wel het prioriteitsrecht geldt.

\+

\+ \+

Voor het overige stelt de Raad van State voor, een aantal vormwijzigingen in de geamendeerde artikelen aan te brengen; zij zijn opgenomen in de onderstaande tekst :

Artikel 1.-

§ 1. Om als candidaat-hulpofficier van de luchtmacht te worden aangenomen, moet men :

.../...

1° van Belgische nationaliteit zijn;

2° vrij zijn van de ziekten of lichaamsgebreken die vrijstelling van militaire dienst of voorlopige afkeuring tot gevolg hebben;

3° geslaagd zijn voor de lichamelijke en psychotechnische proeven, door de Minister van Landsverdediging bepaald;

4° voldoen aan de volgende leeftijds- en studievereisten:

a) voor de candidaten van het varend personeel : houder zijn van een getuigschrift of diploma luidens hetwelk de candidaat de hogere middelbare studies met goed gevolg geëindigd heeft en niet ouder zijn dan 24 jaar;

b) voor de candidaten van het technisch en administratief personeel :
houder zijn van de graad van technisch ingenieur of van een graad waarvoor twee of drie jaar hogere studies vereist zijn en niet ouder zijn dan 26 jaar;
houder zijn van een graad waarvoor ten minste vier jaar hogere studies vereist zijn en niet ouder zijn dan 28 jaar.

§ 2. Aan het studievereiste bepaald in § 1, 4°, a, voldoen gelijkwaardigheidshalve de candidaten die een van de volgende voorwaarden vervullen :

.../...

a) met goed gevolg het examen hebben afgelegd dat het eerste studiejaar tot het bekomen van de graad van technisch ingenieur voorafgaat, alsmede het examen over de vakken van dit eerste jaar;

b) met goed gevolg het examen hebben afgelegd tot toelating tot een examen van candidaat van het hoger onderwijs waarvoor het getuigschrift van middelbare studiën van de hogere graad niet is vereist;

c) in het buitenland een diploma hebben bekomen dat, bij toepassing van de artikelen 13 en 14 van de wetten op het toekennen van de academische graden en het programma van de universitaire examens, gecoördineerd bij het besluit van de Regent van 31 December 1949, erkend is als gelijkwaardig met het getuigschrift of diploma van middelbare studiën van de hogere graad of met de onder a) en b) opgesomde diploma's, of dat, bij gebreke van zulk een erkenning of gelijkwaardigheid, door de Minister van Landsverdediging als gelijkwaardig wordt aangenomen.

Artikel 5.-

De niet aangenomen candidaat kan zich opnieuw candidaat stellen zolang hij aan de bepaalde leeftijdsvereisten voldoet.

Artikel 12.-

§ 1. ... (tekst van het ontwerp) ...

.../...

§ 2. Die candidaat kan, op zijn verzoek, met het oog op zijn eventuele aanneming in een andere categorie in actieve dienst worden behouden, indien hij door zijn hiërarchische meerderen gunstig is aangetekend en voldoet aan de studievereisten die in artikel 1 voor de candidaten van het technisch of het administratief personeel zijn gesteld.

... (tweede, derde en vierde lid : tekst van het ontwerp)...

Artikel 13.- ...(tekst van het geamendeerd ontwerp, mits het 3° als volgt te lezen :

"3° van de dag van de aanneming af vijftien maanden werkelijke dienst tellen wat de candidaten van het varend personeel betreft, en respectievelijk twaalf en zes maanden wat betreft de candidaten van het technisch en het administratief personeel, bedoeld in artikel 1, § 1, 4° b;")...

Artikel 18.-

§ 1. De hulpofficier van het varend personeel, die enkel voor de vliegdienst ongeschikt wordt bevonden, wordt ambtshalve uit het varend personeel geschrapt.

Nochtans kan de Minister van Landsverdediging de belanghebbende, zo deze hierom verzoekt, in een betrekking van zijn categorie behouden tot wanneer hij een diensttijd van ten minste twee jaar heeft gedaan. Na het eindigen van die diensttijd wordt hij in het kader van de reserveofficieren van de categorie technische officieren of officieren van administratie overgeplaatst en met onbepaald verlof gezonden.

.../...

§ 2. ... (tekst van het ontwerp, mits in het begin de woorden : "In afwijking van artikel 17", te schrappen). ..

Artikel 19.-

Heeft de hulpofficier die enkel voor de vliegdienst ongeschikt is bevonden, niet bekomen dat hij in een andere categorie wordt overgeplaatst of tijdelijk in dienst wordt gehouden, dan wordt zijn dienstverbintenis ambtshalve verbroken. Hij wordt in het kader van de reserveofficieren van de categorie technische officieren of officieren van administratie overgeplaatst en met onbepaald verlof gezonden.

Heeft de belanghebbende echter niet ten minste twee jaar actieve dienst gedaan, dan wordt hij uit zijn graad ontslagen en is het bepaalde in artikel 35 op hem van toepassing.

Artikel 21.- ... (tekst van het door de Regering geamendeerd ontwerp, mits de woorden "met vrucht" te vervangen door "met goede uitslag")...

Artikel 23.-

In de loop van het vijfde jaar na hun aanneming rangschikt een bijzonder comité, waarvan de Minister van Landsverdediging de samenstelling bepaalt, de candidaten die in hetzelfde jaar zijn aangenomen en aan al de in artikel 21 gestelde voorwaarden voldaen.

.../...

Artikel 24.-

§ 1. De candidaten worden, bij het einde van het vijfde jaar na de aanneming als candidaat-hulpofficier, in het actief kader opgenomen tot het beloop van het aantal voor de categorie bepaalde betrekkingen en in de volgorde van rangschikking, opgemaakt door het bijzonder comité.

§ 2. Het aantal betrekkingen in iedere categorie wordt bepaald in het begin van ieder jaar voor de tijdens het jaar aangenomen candidaten gezamenlijk.

Bij het einde van het vijfde jaar na de aanneming kan het aantal betrekkingen verhoogd worden met alle of een gedeelte van de betrekkingen welke gedurende het derde jaar na de aanneming werden voorbehouden in hun categorie voor een andere wijze van aanwerving en niet werden toegekend.

Artikel 25.-

§ 1. ... (tekst van het ontwerp) ...

§ 2. Zijn ancienniteit als onderluitenant wordt vastgesteld op 28 December van het tweede jaar volgend op dat van zijn aanneming als candidaat-hulpofficier, onverschillig in welke maand die aanneming plaats had.

De ancienniteit als onderluitenant mag echter niet ingaan op een datum, vóór die van de benoeming tot de graad van hulponderluitenant of op een datum vóór die van het slagen voor het examen bedoeld in artikel 21, 1°.

§ 3. ... (tekst van het ontwerp) ...

.../...

Artikel 38.-

§ 1. De militairen van lagere rang die op de datum van de bekendmaking van dit besluit tot het brevethoudend varend personeel als vliegtuigbestuurder of stuurman of tot het lerend varend personeel behoren, kunnen om hun aanneming als candidaat-hulpofficier verzoeken zo zij bij hun eerste dienstneming of wederdienstneming als candidaat bij het varend personeel minder dan 24 jaar oud waren en aan de studievereisten, bij artikel 1 gesteld, voldeden.

De aanvraag om aanneming moet binnen een termijn van twee maanden te rekenen van de bekendmaking van dit besluit zijn ingediend.

§ 2. ... (tekst van het ontwerp) ...

§ 3. De militairen die op de in § 2 bedoelde lijst voorkomen, worden op de volgende data aangenomen :

1° op 1 Juli 1951, indien zij vóór die datum als candidaat bij het varend personeel dienst hebben genomen of weder dienst hebben genomen;

2° op de eerste van de maand die volgt op de datum van hun dienstneming of wederdienstneming als candidaat bij het varend personeel, indien zij vanaf 1 Juli 1951 dienst hebben genomen of weder dienst hebben genomen.

§ 4. ... (tekst van het ontwerp) ...

.../...

Artikel 39.-

Het besluit van de Regent van 13 Juli 1950 is verder van toepassing op de candidaat-hulpofficieren van de categorie varend personeel, die vóór 1 Juli 1951 zijn aangeworven, zo zij hierom uitdrukkelijk verzoeken binnen twee maanden na de bekendmaking van dit besluit.

Artikel 40.-

§ 1. De candidaat-hulpofficieren van de categorie varend personeel, die vóór 1 Juli 1951 zijn aangeworven en het in artikel 39 bedoelde verzoek niet indienen, blijven onder toepassing van het besluit van de Regent van 13 Juli 1950 tot de datum waarop zij tot de graad van hulponderluitenant worden benoemd. Die datum mag niet later vallen dan 1 October 1952, indien zij op die datum in het bezit zijn van een brevet van vliegtuigbestuurder of stuurman.

De Minister van Landsverdediging bepaalt de bevordering van die candidaten in de lagere graden met inachtneming van de reeds verkregen graden.

§ 2. ... (tekst van het ontwerp) ...

§ 3. Wanneer de officieren, in § 1 bedoeld, naar het actief kader overgaan, wordt hun ancienniteit als onderluitenant vastgesteld op de 28ste van de laatste maand van het trimester waarin zij twee jaar dienst als candidaat-hulpofficier of als hulpofficier hebben gedaan.

.../...

De anciënniteit als onderluitenant mag echter niet ingaan op een datum vóór die van de benoeming tot de graad van hulponderluitenant, of op een datum vóór die van het slagen voor het examen bedoeld in artikel 21, 1°.

Artikel 41.-

De dienstverbintenis of nieuwe dienstverbintenis van de candidaat-hulpofficieren die tussen 1 Juli 1951 en de datum van bekendmaking van dit besluit zijn aangeworven, wordt tot vijf jaar verminderd.

De datum van hun aanneming wordt vastgesteld op de eerste van de maand volgende op de datum van deze dienstverbintenis of nieuwe dienstverbintenis.

Artikel 42.-

... (artikel 41 van het ontwerp) ...

Artikel 43.-

... (artikel 42 van het ontwerp) ...

La chambre était composée de — De kamer was samengesteld uit

Messieurs : de Heren :	J. SUETENS,	premier président du Conseil d'Etat, eerste-voorzitter van de Raad van State,	président voorzitter
	M. SOMERHAUSEN, G. VAN BUNNEN,	conseillers d'Etat raadsheren van State	
	E. VAN DIEVOET, J. MERTENS,	assesseurs de la section de législation bijzitters van de afdeling wetgeving	
	G. PIQUET,	greffier adjoint, adjunct-griffier,	greffier griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. SUETENS.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. SUETENS.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

(signé) G. PIQUET.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(signé) J. SUETENS.

expédition délivrée à M. le Ministre de la Défense nationale.

uitgifte afgeleverd aan de H. Minister van Landsverdediging.

Le 1952.

De 1952.

Le Greffier du Conseil d'Etat,

De Griffier van de Raad van State,

R. DECKMYN.